

## Situation des entreprises au 30 avril 2018

Les comptes cumulés à fin avril 2018	ER	LE
Publicité régionale commerciale	-5,42 %	-11,63 %
Publicité régionale PA	-0,33 %	-2,22 %
Publicité nationale commerciale	-15,23 %	-20,46 %
Publicité nationale PA	+63,35 %	+9,17 %
<b>Total publicité</b>	<b>-4,35 %</b>	<b>-9,78 %</b>
Diffusion	-2,82 %	-3,40 %
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-3 744 K€</b>	<b>-25 K€</b>

Comptes internet cumulés à fin avril 2018	ER	LE
Publicité	623 K€	159 K€
Diffusion web - Autres produits	399 K€	81 K€
<b>Chiffre d'affaires web</b>	<b>1 022 K€</b>	<b>240 K€</b>

**L'Est Républicain.** - Le chiffre d'affaires du mois d'avril reste stable comparé à l'année dernière. Malgré une belle hausse de la régionale PA et un petit plus sur la nationale PA, les chiffres de publicité du mois sont toujours en baisse.

Les charges baissent significativement car elles sont liées au rapatriement de l'impression du Républicain Lorrain sur les rotatives d'Houdemont, ce qui entraîne un meilleur partage des charges fixes.

**Vosges Matin.** - Dans les Vosges, les chiffres sont également à la baisse avec cependant une légère stabilisation des abonnements. C'est finalement les comptes de charges, après certaines opérations modifiant la facturation de l'impression qui permettent au résultat d'exploitation du mois d'afficher un chiffre positif de + 134 K€ contre - 81 K€ en 2017.

**Web.** - Sur la lancée des mois précédents et avec des taux de visite qui augmentent de jour en jour, les deux sites poursuivent leur progression, ce qui permet à la publicité de suivre la même tendance.

## Compte-rendu des conseils d'administration du 18 avril par les élus

Dans un premier temps Christophe Mahieu a présenté les rapports de gestion sur les comptes de l'année 2017 déjà évoqués dans nos différents comptes-rendus.

A noter que L'ER détient des participations dans Est Info TV (agence de presse) pour 14,2 % et le Journal de la Haute-Marne (PQD) pour 50 %. Ces sociétés ont généré des résultats d'exploitation légèrement positifs en 2017.

Pour la énième année consécutive, les documents indiquent que nos entreprises n'ont effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé...

**Les évolutions prévisibles pour 2018.** - Aucune augmentation du prix du journal n'est prévue. Un plan de réorganisation industrielle a été mis en place au Républicain Lorrain. L'impression au format tabloïd est confiée au site d'impression d'Houdemont pour fin mars. Cela provoquera un supplément de CA pour l'ER de 4,5 M€ sur les neuf derniers mois de l'année mais ne compensera pas les pertes déjà envisagées en termes de publicité et de diffusion.

Les résultats d'exploitation prévisionnels attendus seraient négatifs d'environ 8 M€ pour l'Est Républicain et 300 K€ pour Vosges Matin.

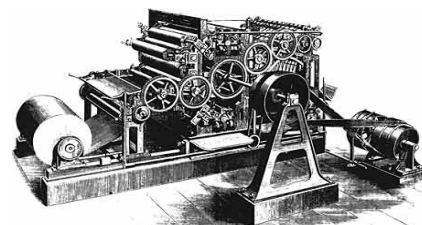
Par ailleurs et hors budget, Philippe Carli, Président du conseil d'administration qui est intervenu aussi en tant qu'actionnaire, a indiqué sa volonté d'améliorer ou moderniser les installations industrielles actuelles d'Houdemont. Il confirme que différents scénarios sont à l'étude dont certains impliquant des investissements significatifs. Ces projets feront l'objet en 2018 d'une analyse technique et économique préalable et devront impérativement être soumis à la direction du groupe de presse pour validation et à l'actionnaire pour accord de financement. Il a évoqué les transformations nécessaires pour stopper les pertes structurelles et redresser les fonds propres fortement négatifs, tout en consolidant les revenus historiques et trouver de nouvelles pistes de développement. Il estime qu'il est possible de mieux faire...

« Nous sommes en situation d'urgence et de survie des titres. Au Crédit Mutuel, ce qui n'est pas discutable est la décision de garder les titres de presse mais cela est lié à la capacité de redressement. La presse est désormais considérée comme un vrai sujet ».

Pour Philippe Carli « le digital first est très important et fait partie de ce plan ». Tout comme l'événementiel, le développement de magazines, les offres jeunesse, l'utilisation des datas et le marketing afin de mieux cibler les campagnes de pub, bien connaître la physionomie des lecteurs pour pouvoir vendre ce que l'on va bientôt produire. Si nous sommes incapables de commercialiser tout cela, cela ne sert à rien. »

Il a également cité la participation d'Euro Information (EI) qui a changé de rythme et est désormais contributif et ouvert. « Si on sait bien identifier les choses, on peut évoluer avec EI, mais il ne faut pas que la mise en place de projets dure 6 mois. EI doit contribuer à faire évoluer le système éditorial et les outils collaboratifs. On doit pouvoir dans le futur, acheter en trois clicks... »

Et Philippe Carli a conclu en ces termes : « 2018 est un énorme chantier et un effort de formation sans précédent sur deux à trois ans va être fait. 1 500 personnes devront être formées dans le groupe. Cela concernera essentiellement la rédaction élargie aux autres catégories liées à son activité. Il est important de tenir les calendriers afin de tenir les objectifs pour 2020 ».



Pour les élus de l'Est Média CGT, il est grand temps que les revendications qu'ils portent depuis des années soient entendues. Que ce soit en termes de numérique ou d'investissement dans l'outil industriel, pour pérenniser nos entreprises et donner des perspectives d'avenir à tous les salariés, tout en respectant les accords. Il faut, plus que jamais, investir aujourd'hui pour garantir demain.

## Transfert de l'impression du Républicain sur les rotatives de l'Est Républicain

Depuis maintenant deux mois, les rotatives de l'Est Républicain impriment les éditions du Républicain Lorrain et tout semble aujourd'hui bien rôdé. En revanche, sur le quai d'expédition, quelques problèmes subsistent. Les transporteurs de Transalliance ne semblent pas toujours tenir compte des horaires d'arrivée et des consignes sur les différents points de livraison. « Nous avons envoyé un courrier avec menaces de sanction commerciale pour que les chauffeurs respectent les horaires », précise Christophe Mahieu. Les élus ont également mis en avant la vitesse excessive des chauffeurs dans l'enceinte de l'entreprise : « Si vous ne faites rien, il arrivera un accident ». « Nous n'avons pas de pouvoir disciplinaire sur les chauffeurs de Transalliance, mais je vais me renseigner sur ce sujet et demander que la signalétique soit revue », note le directeur général. Il serait temps car les membres du CHSCT ont eux aussi, depuis des mois, pointé du doigt ce problème de sécurité.

Les élus ont ensuite interpellé le directeur général, car depuis environ deux semaines, un salarié de Transalliance faisait office de chef de quai. « Les personnes qui travaillent sur le quai se posent des questions. Ils espèrent que ce ne sont pas les prémices à la suppression du quai ». « Il n'y a aucune remise en cause de ces postes », se défend Christophe Mahieu. « Nous avons juste besoin de vérifier que la prestation est correctement effectuée », ajoute-t-il. Les élus ne manqueront pas de mener leur enquête pour vérifier ces propos.

Autre sujet abordé, l'arrivée des salariés du Républicain Lorrain reclassés dans les différents services techniques d'Houdemont. « Dès demain (1<sup>er</sup> juin), 4 rotativistes arriveront pour compléter les équipes. Suivront 2 personnes à la maintenance le lundi 4 juin, 2 ouvriers à l'expédition le 5 juin et enfin le 7 juin, 3 autres rotativistes renforceront le service », détaille Christophe Mahieu. « Pour la formation, cela dépendra du service d'affectation et ce seront les personnes en poste chez nous qui assureront ces formations au début. Si besoin, après l'été, nous mettrons en place des formations externes », complète le directeur général. Seul petit bémol, il aurait été judicieux d'informer ces nouveaux salariés en temps et en heure...

### Rédaction

Les élus du Comité d'entreprise sont d'accord avec Philippe Carli : le chantier digital first est important et ne doit pas être traité à la légère. C'est pourquoi, avant d'aborder les questions concernant la rédaction, ils ont interpellé Christophe Mahieu sur le sujet. Deux organisations syndicales ont rafraîchi la mémoire du directeur général en lui adressant un courrier lui demandant l'ouverture de négociations sur la mise en place du Digital First. Il ne faut pas oublier qu'il avait lui-même affirmé lors des Comités d'entreprise de février et mars derniers que les organisations syndicales seraient intégrées au projet.

Les élus lui ont aussi rappelé que les instances du Comité d'entreprise et de CHSCT n'étaient pas des instances de négociation mais de consultation et qu'il était dommageable pour des projets de cette importance, de devoir sans cesse lui rappeler les règles du dialogue social. Un dialogue social, qui depuis quelques années (sic) a bien dû mal à être établi.

« Je ne comprends pas votre réaction. Nous voulions juste apporter dans ces instances l'ensemble des clés du projet de développement qu'est le Digital first », note Christophe Mahieu, soudain un peu à l'étroit dans son costume. Et d'ajouter : « Il est dommage que vous réagissiez ainsi. Sachez que je ne suis pas opposé à une rencontre avec les délégués syndicaux sur le sujet ». Un calendrier de dates serait le bienvenu et les élus restent vigilants pour

qu'aucune tentative de passage en force avec un essai quelconque du projet ne soit faite avant négociation.

Après cet épisode, les élus sont revenus sur les Temps Forts qui font couler beaucoup d'encre depuis la mise en place du Tabloid. Ils ont ainsi demandé s'il était possible, comme en 2017, de les modifier pendant la période estivale en y intégrant des rubriques vacances. Les réponses « post-it » lues par Christophe Mahieu a été claire pour la Meurthe et Moselle, La Meuse et la Franche-Comté. « Les sujets seront répartis entre les éditions, des thématiques seront mises en place, etc... ». Pour les Vosges, les élus ont senti comme une réticence... « La possibilité de Temps Forts vacances est prévue en fonction des sujets d'actualités importants ». Faudrait-il rappeler au directeur départemental vosgien que (fort heureusement), il n'y a pas de catastrophes naturelles tous les matins et qu'en période estivale, un Temps Fort n'apporte pas toujours une valeur ajoutée, comme l'avait pourtant défendu en son temps, Jean-Marc Lauer !

### LA STAGIAIRE : L'ESCLAVE MODERNE



Venait ensuite le point sur les CDD en remplacement de vacances, recrutés cet été. « 14 stagiaires sont prévus à l'Est Républicain et 3 dans les Vosges », précise Christophe Mahieu. Stagiaires ? Les élus sont à l'unisson, montés au créneau pour rappeler la différence entre un stagiaire et un CDD. Un stagiaire est régi par une convention, il a des horaires fixes à respecter, ne peut pas prendre les astreintes de faits divers et ne doit en aucun cas remplacer le journaliste en congés. Il est normalement là, en supplément de l'effectif. Et petit point de détail...il touche, en récompense de son travail, environ 500 € (s'il n'est pas stagiaire école). Et pour la direction, ce détail est loin d'être négligeable.

Les élus ont insisté pour que tous ces points soient rappelés aux différents chefs d'agence qui accueilleront des stagiaires cet été.

### Divers

**Prélèvement de l'impôt à la source et simulation sur les feuilles de paie.** Une formation de l'équipe paie est prévue en septembre. Dès qu'une simulation sera possible, la direction présentera un spécimen pour que les salariés s'habituent à cette nouvelle ligne sur leur fiche de paie.

**Don du sang.** - Le nombre de donneurs étant en baisse, il n'y aura plus de collecte au siège de l'Est Républicain. Les prochaines collectes seront faites à la mairie d'Houdemont. Les élus ont interpellé la direction pour la mise en place d'une procédure afin que les salariés puissent se rendre aux différentes collectes proposées par l'Établissement français du sang, au siège comme en agences. « Si la collecte se situe près du domicile du salarié, je ne suis pas opposé à trouver une solution pour qu'ils puissent s'y rendre. Dans la limite d'une fois par an, avec justificatif », précise Christophe Mahieu. Une réponse qui satisfait les élus qui considèrent que chaque salarié doit être sensibilisé au don du sang ou de moelle osseuse.